

Les historiens ont salué la nature «indépendante» de certaines importantes décisions prises par le Canada en matière de politique étrangère. La crise de Suez, en 1956, en est un exemple. Les mesures que nous avons prises au moment de la crise de Suez, à l'égard de la présence de l'Afrique du Sud au sein du Commonwealth et au chapitre de nos relations avec Cuba n'avaient pas pour seul but de prouver notre «indépendance». Nous avons pris ces mesures pour protéger les valeurs et les intérêts qui étaient, selon nous, en jeu et tout à fait conscients que nous pouvions influencer sur le cours des événements internationaux.

Les initiatives du Canada dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud remontent à l'époque de John Diefenbaker, et traduisent notre grande préoccupation en ce qui concerne les droits de la personne et la justice sociale que je continue d'exprimer à titre de présidente du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth. Notre position pleine de prévoyance à l'égard de la non-prolifération et des transferts d'armements au lendemain de la crise du Golfe et, tout récemment, notre insistance même auprès d'une communauté internationale réticente pour que la crise en Yougoslavie soit considérée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, voilà autant de faits récents qui montrent que la politique étrangère du Canada a divergé de celle de ses alliés traditionnels et qu'elle a eu une influence réelle sur le déroulement des événements.

Toutefois, nous ne cherchions pas à nous démarquer simplement pour être différents. Dans tous ces cas, nous agissions dans ce que nous considérons comme l'intérêt du Canada. Si c'est le renforcement de la règle de droit international qui a jusqu'ici le mieux servi cet intérêt, c'est parce que les Canadiens dans leur ensemble ont insisté pour que leurs valeurs soient projetées dans le monde extérieur. Il faut reconnaître que c'est grâce à eux que le Canada jouit d'une excellente réputation auprès de la communauté internationale et qu'il a réussi à faire de sa politique étrangère un objet de fierté nationale.

Si nous avons été en désaccord avec nos alliés lorsque nos valeurs et nos intérêts nous imposaient cette attitude, nous avons aussi été d'accord avec eux pour poursuivre des objectifs communs lorsque nos valeurs et nos intérêts proposaient des actions communes. De l'intervention collective menée pendant la guerre du Golfe à la lutte commune contre la tyrannie et le terrorisme, notre politique étrangère n'a pas été moins «indépendante» lorsque nous nous sommes rangés du côté de nos amis et alliés. Il aurait été plutôt étrange que nos intérêts ne coïncident jamais avec ceux qui ont les mêmes valeurs et traditions que nous.

Toutefois, le monde évolue trop rapidement pour que nous puissions nous appesantir sur le passé, aussi glorieux soit-il. Nous devons plutôt nous concentrer sur l'avenir, établir un ensemble approprié de politiques en vue d'assurer la stabilité et la prospérité au pays et, à terme, de créer un monde plus prévisible et plus sûr.